

OCTOBRE 1941

Adressez toute la correspondance pour la rédaction et l'administration à:
Ruth Jeffrey, P. O. Box 223, Station D, New York.

No. 4

AVEC L'ANGLETERRE?

La guerre n'anéantit pas seulement d'innombrables vies humaines et d'immenses richesses matérielles, elle détruit aussi chez beaucoup la faculté de penser, et les victimes sont emportées par le courant de l'opinion publique bourgeoise. Dans tous les pays du monde, une foule de groupements qui hier encore se disaient révolutionnaires, qui répétaient même les formules de Lénine, sont passés l'un après l'autre dans le camp de l'impérialisme britannique. Toute une sophistication est née pour tenter de justifier cet abandon de principes établis par une expérience chèrement payée.

La première affirmation, la plus fréquente, c'est que la présente guerre n'est pas une répétition de la première grande guerre impérialiste de 1914-1918. Certes, il y a une différence entre les deux guerres. Dans la guerre actuelle le rôle agressif de l'impérialisme allemand est bien plus apparent que dans la précédente. La victoire de 1919 donna au camp vainqueur une position dominante. L'Allemagne fut rejetée loin en arrière. Elle dut repartir de zéro. Le rôle perturbateur de l'impérialisme allemand en face du rôle conservateur de l'Angleterre est évident. L'opposition entre impérialismes repus et impérialismes affamés est bien plus accusée en 1939 qu'en 1914. C'est là la seule différence réelle. Est-elle fondamentale? Change-t-elle le caractère de la guerre? La lutte cesse-t-elle d'être impérialiste? C'est cela qu'il faudrait démontrer, mais les néo-chauvins ne tentent même pas de le faire et toutes leurs tentatives seraient vouées à l'échec, car la lutte reste entièrement sur le plan de la compétition impérialiste.

De nombreuses voix s'élèvent alors: Oui, tout cela nous le savons. La guerre est impérialiste. Mais l'Angleterre est un vieux pays impérialiste. Elle a commis bien des crimes dans le passé, mais à présent c'est un vieux lion dont les crocs séniles ne sont plus guère à craindre. L'Allemagne, par contre, est un jeune tigre affamé qui va semer la terreur sur toute la terre. Certes, il n'y a aucun doute qu'en cas de victoire l'Allemagne ne se dispose à allonger l'histoire des crimes impérialistes. Mais maintenant l'Angleterre opprime et exploite à travers le monde trois fois plus d'êtres humains que ne le fait Hitler en Europe. Ses procédés dans l'Inde ou en Afrique ne se distinguent en rien des méthodes nazies et, en cas de révolte, sa douceur sénile s'exprime sous forme de bombes d'avions. C'est là la réalité. Tout le reste n'est que le produit à bon marché d'une casuistique malhonnête.

Si l'on voulait suivre l'exemple des malins qui répètent le sophisme du vieux lion fatigué et du jeune tigre avide, on pourrait construire dix sophismes de la même qualité pour justifier le support de Hitler. Goebbels ne cesse de s'employer à ce travail. Il promet aux travailleurs allemands une ère de prospérité lorsqu'ils auront écrasés les ploutocrates qui ont accaparé les richesses du globe. Qu'ils travaillent pour un camp ou pour l'autre, les bâtisseurs de sophismes font le même travail: enchaîner les peuples à l'impérialisme.

Mais enfin, l'Angleterre, c'est la démocratie! Hitler, c'est le fascisme! Cela signifie-t-il que la lutte se mène pour la défense de la démocratie? En aucune façon. L'Angleterre a laissé Hitler écraser morceau par morceau la démocratie bourgeoise sur le continent, tant qu'elle a pensé pouvoir sauvegarder ses intérêts par des compromis dont la démocratie faisait les frais. Elle est entrée en guerre lorsque, non pas la démocratie, mais ses richesses se trouvèrent menacées. La lutte se déroule entièrement autour de profits impérialistes. Mais peut-être la démocratie serait-elle un sous-produit nécessaire de la victoire de l'Angleterre? Nullement. Avec la crise de l'après-guerre l'Angleterre (l'Amérique aussi) peut se trouver fasciste à brève échéance, si n'intervient pas la révolution prolétarienne. En Europe les gouvernements qui succéderont à l'oppression nazie ne seront pas nécessairement démocratiques par suite de la "vic-

toire de la démocratie", mais leur forme dépendra avant tout des relations entre les classes dans chaque pays. Quant à

l'Angleterre, elle pourra fort bien travailler demain à établir à travers toute l'Europe des gouvernements bonapartistes ou fascistes pour écraser la révolution. Qui pourrait endouter après l'expérience de 1918-1920? Ces mêmes aviateurs qui maintenant "défendent la démocratie contre le fascisme" peuvent bombarder demain dans toute l'Europe les villes où les ouvriers s'empareront du pouvoir. Cela arrivera infailliblement si la révolution prolétarienne lève la tête sur le continent et si les ouvriers anglais continuent à suivre leurs chefs social-patriotes. Il n'y a pas le moindre lien logique entre la victoire de l'Angleterre et le rétablissement de la démocratie, même bourgeoise. Quant à l'établissement de la démocratie prolétarienne, il ne peut se faire que contre l'Angleterre capitaliste.

Mais les nouveaux chantres de l'impérialisme britannique (et américain) se font plus insidieux: Ne faut-il pas reconnaître que la victoire de l'Angleterre, c'est-à-dire la défaite de l'Allemagne, rendrait la révolution prolétarienne plus facile, indépendamment de la volonté de Churchill ou de Roosevelt, et qu'il est par conséquent nécessaire de supporter l'Angleterre dans sa lutte? Faisons immédiatement une réserve. Si l'on suit ce raisonnement, la victoire de l'Angleterre rendrait la révolution plus facile, mais en Europe seulement. Le paria des filatures de Bombay ou le bantou des mines de Johannesburg seraient alors en droit de faire le même raisonnement, mais en inversant les données. Leur conclusion serait qu'ils doivent supporter Hitler pour venir à bout de leurs oppresseurs anglais. Dans cette voie, c'est la fin de l'internationalisme prolétarien.

Pour démontrer l'absurdité de cette manière de raisonner, admettons pour un instant, avec nos adversaires, que la révolution dans les colonies doive se subordonner à la révolution européenne et qu'il faille supporter l'Angleterre parce que sa victoire provoquerait l'apparition de situations révolutionnaires en Europe. Mais qui sera là pour profiter de ces situations? Pour mener les masses à la victoire il faut un parti révolutionnaire. Comment le parti qui aura prêché l'alliance avec l'impérialisme anglo-américain pourra-t-il diriger la lutte inévitable des masses contre ce même impérialisme et ses agents? Mais nous n'avons pas à nous tracasser avec une telle question. Nous pouvons être absolument sûrs dès maintenant que ceux qui proclament aujourd'hui l'union sacrée contre le fascisme, au nom des prétendus intérêts révolutionnaires du prolétariat, supporteront demain l'impérialisme contre les masses, lorsque les brigands anglo-américains entreprendront de faire la police dans le monde entier.

Dans les pays du camp "démocratique" le soutien de la bourgeoisie anglaise ou américaine au nom de la lutte contre Hitler est l'abandon direct de la révolution. Dans les pays occupés par Hitler le support du camp anglo-américain ne peut jouer, même dès maintenant, qu'un rôle réactionnaire. Les discours sur le rôle libérateur de l'Angleterre, s'ils ont quelque influence, ne peuvent en fin de compte que tendre à paralyser l'activité propre des masses et entraver la formation du parti révolutionnaire. Mais le rôle anti-révolutionnaire d'une solidarité quelconque avec Churchill-Roosevelt apparaît encore plus clairement si l'on considère les problèmes de la révolution allemande. Tout ce qui lie les prolétaires à leurs maîtres dans l'un des camps aide les gouvernants à maintenir leur emprise sur les gouvernés dans l'autre. Les chefs "socialistes" anglais qui servent avec zèle leur impérialisme aident Hitler à imposer aux ouvriers allemands son idéal national. Une lutte révolutionnaire hardie dans l'un des camps facilite et prépare la même lutte dans l'autre camp.

Supporter l'Angleterre impérialiste, - sous quelque

prétexte et sous quelque forme que ce soit, - c'est mettre la nation au-dessus des classes, c'est paralyser la révolte des travailleurs, c'est trahir le socialisme.

Mais comment peut-on ne pas voir la nécessité de la défaite militaire de l'Allemagne ? En cas d'invasion nazie, c'est la servitude pour le peuple anglais, insistent ceux qui trouvent les enseignements de Lénine surannés et trop "mécaniques". Si l'on essaie de poser le problème de cette manière, le malheur est que les dirigeants nazis peuvent tenir le même langage aux travailleurs allemands : Pensez donc à ce que serait votre sort si l'Angleterre et l'Amérique gagnaient la guerre ! Les deux affirmations sont vraies : Hitler opprimerait le peuple anglais s'il gagne la guerre ; l'Allemagne et toute l'Europe s'enfonceraient dans le marasme si Churchill-Roosevelt sont vainqueurs. Mais rien n'est plus dangereux qu'une demi-vérité, elle devient le plus grand mensonge. Notre tâche n'est pas d'opposer une demi-vérité à une autre, mais de dire la vérité entière : sans révolution prolétarienne, la victoire de Churchill ne sera pas moins terrible pour l'Europe et pour toute l'humanité que celle de Hitler. La seule issue, c'est de préparer la révolution prolétarienne. Pour remplir cette tâche, il faut montrer aux travailleurs de tous les pays que la clé n'est pas dans les mains de Hitler ou de Churchill, mais dans leurs propres mains. Il faut montrer l'unité des intérêts révolutionnaires du prolétariat. Toute solidarité d'un groupe de travailleurs avec leurs maîtres impérialistes brise cette unité, c'est pourquoi elle est réactionnaire, car elle fait obstacle à la seule solution progressive de la crise que traverse actuellement l'humanité.

On entend parfois des raisonnements de cette sorte : La résistance militaire de Churchill à Hitler, "malgré lui", "objectivement", "quelles que soient ses intentions", sert les intérêts de la révolution. Ceux qui répètent ces phrases disent trop ou trop peu. S'ils entendent par là que la lutte de Churchill, à la différence de celle de Hitler, a quelque caractère progressif pour l'humanité, ils disent trop et ils dépassent les bornes de la vérité, car le fait est que la présente guerre, menée par Hitler ou menée par Churchill, est une entreprise réactionnaire. Si nos chercheurs d'objectivité veulent dire que la résistance militaire de l'Angleterre peut préparer la révolution, ils disent trop peu. En admettant que Churchill fasse la paix avec Hitler, que tous les impérialistes réussissent à s'entendre, que le capitalisme puisse vivre sans guerre, les chances de révolution seraient assurément diminuées. Si, dans les intérêts de la préparation de la révolution, on veut reconnaître quelque "mérite" à Churchill à faire la guerre, l'"objectivité" nous force à admettre que Hitler a un "mérite" au moins égal et même, vu les circonstances, quelque peu supérieur. C'est pourquoi les chercheurs d'objectivité disent trop peu. Il ne faut pas dire : Churchill sert malgré lui la révolution, mais : de la guerre peut sortir, et sortira, la révolution.

Les grandes guerres impérialistes modernes sont réactionnaires par leurs objectifs, leurs méthodes et leurs

résultats. Mais cela n'exclut pas qu'elles puissent donner naissance à quelque bouleversement progressif. La guerre impérialiste de 1914-1918 provoqua l'effondrement de l'empire austro-hongrois, précipita la révolution russe, accéléra l'industrialisation des pays coloniaux, etc. Mais l'effondrement de l'Autriche-Hongrie, oppresseuse de nombreuses nationalités, ne justifia en rien l'union sacrée des social-patriotes français et anglais avec leur bourgeoisie. De même, les social-démocrates allemands n'avaient nullement le droit de soutenir leur impérialisme, en prétendant qu'"objectivement" la lutte du Kaiser contre le tsar précipiterait la révolution. La présente guerre peut produire elle aussi, et produira inévitablement, certains contre-coups progressifs : la révolution en Europe, dans l'Inde, etc. On peut dire, en un certain sens, que ce sont là les "effets" de la guerre. Mais, premièrement, cela ne change pas le caractère de la guerre en tant qu'entreprise impérialiste réactionnaire, et, secondement, cela ne confère aucun "mérite" particulier à l'un des camps. Les camps portent la même responsabilité, ou le même "mérite", pour la guerre et ses conséquences.

LE PROCÈS DES 28

C'est le 20 octobre que s'ouvre à Minneapolis le procès des 28 dirigeants du Socialist Workers Party et du syndicat des camionneurs du Minnesota, que le gouvernement américain a inculpés de "conspiration séditeuse", comme nous l'avons communiqué dans notre dernier numéro. Mais nous avons alors commis une erreur qu'il nous faut corriger. Nous avons écrit que les staliniens font le silence sur le procès. C'est là une inexactitude. Le "Daily Worker", organe officiel du parti staliniste, a publié un article donnant la position du parti sur le procès. L'article se félicite de l'inculpation des trotskistes, mais il adresse un reproche au gouvernement : "Pourquoi les avez-vous accusés comme révolutionnaires ? En réalité, il eût fallu les inculper comme fascistes." En un mot, le "Daily Worker" conseille au gouvernement d'organiser quelque nouveau "procès de Moscou" aux Etats-Unis !

Depuis la publication de cet article, la fraction staliniste dans la fédération des camionneurs supporte entièrement le président, Daniel Tobin, qui, à l'aide de bandes de gangsters, cherche à briser le syndicat de Minneapolis, trop combattif pour ses goûts réactionnaires et pour les nécessités de la préparation à la guerre.

L'un des accusés, notre camarade Grant Dunne, malade sans espoir de guérison, s'est suicidé le 5 octobre à Minneapolis. Aussi c'est 28 accusés qui feront face le 20 octobre prochain au tribunal fédéral. L'opinion ouvrière et libérale ne cesse de manifester son opposition à ce procès sans précédent dans l'histoire des Etats-Unis : l'accusation se base sur une loi scélérate, presque centenaire et qui ne fut jamais appliquée jusqu'à maintenant. Mais la marche à la guerre a ses exigences.

LE CENTRISME ET SON AVENIR

L'anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky a été pour Marceau Pivert l'occasion d'une attaque contre le trotskisme. Dans un article intitulé "Le trotskisme a-t-il un avenir ?" il répond négativement à la question qu'il a posée. Il n'est pas sans intérêt de noter que Pivert a publié son article dans le journal américain "The Call", organe de Norman Thomas, conservateur provincial qui par quelque malentendu se considère socialiste. Evidemment, quand il s'agit d'attaquer le "fanatisme sectaire" des trotskistes, tout est bon et les vues larges de Pivert lui permettent aisément d'utiliser le journal de la section américaine de la Deuxième Internationale. A bas l'étroitesse partisane !

Comme bien peu de nos lecteurs lisent l'insipide feuille qui s'appelle "The Call", nous devons donner des citations littérales de l'article de Pivert : tout ce que nous reproduisons entre guillemets en vient directement. Nous n'examinerons pas tous les reproches que Pivert

adresse au trotskisme et au bolchévisme. Beaucoup sont aussi vieux que le bolchévisme lui-même et sont directement pris de l'arsenal réformiste et bourgeois. Comme nous n'avons guère l'intention de convaincre Pivert lui-même, nous ne répéterons pas des choses déjà dites mille fois et nous nous arrêterons sur les seuls points dont la discussion peut contribuer à l'éducation révolutionnaire.

Internationalisme à rebours

Pivert commence par établir une distinction entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes. En Union soviétique les idées de Trotsky "peuvent revivre, - dans la mesure où elles correspondent à certaines nécessités historiques". Quelles sont ces "certaines nécessités historiques" ? Pivert se garde bien de nous le dire. Mais passons, nous verrons cela plus tard. A l'extérieur de l'U.R.S.S., par contre, "le trotskisme mourait déjà de sa

mort naturelle" bien avant l'assassinat de Trotsky et il est maintenant voué à disparaître.

Cette division du monde montre combien peu Pivert s'est assimilé l'internationalisme prolétarien. La lutte de l'opposition de gauche contre la bureaucratisation de l'état soviétique ne fut nullement une lutte nationale. La montée de la bureaucratie eut une profonde cause internationale : le reflux de la vague révolutionnaire engendrée par la guerre de 1914-1918. Cette défaite fut provoquée par la trahison de la social-démocratie, la carence des partis centristes, l'absence de direction révolutionnaire. Le premier état ouvrier se trouva isolé et voué à la dégénérescence. Ce caractère international des causes du système bureaucratique détermine aussi le caractère international de la lutte contre ce système. L'arrivée du prolétariat au pouvoir dans n'importe quel pays avancé du monde, - nous l'avons souvent répété, - changerait immédiatement le rapport des forces à l'intérieur de l'U.R.S.S. Les ouvriers soviétiques cesseraient de tolérer passivement sur leur dos les bureaucrates parasitaires. Staline a compris tout cela bien mieux que Pivert et c'est pourquoi il a tout fait pour écraser la révolution prolétarienne en Espagne et dans tant d'autres pays ! Lorsque nous aidons les ouvriers des pays capitalistes à s'affranchir des directions réformiste et staliniste qui entravent leur marche en avant, nous travaillons par là même à la régénération révolutionnaire de l'U.R.S.S. La lutte contre le stalinisme a un profond caractère international. Qui peut ne pas voir cela en 1941 ? Dès l'origine, l'opposition de gauche en U.R.S.S. mena la lutte contre la direction staliniste aussi bien sur les questions "russes" que sur les problèmes de la révolution mondiale : politique de l'Internationale communiste en Allemagne en 1923, révolution chinoise, Comité anglo-russe, programme de l'Internationale communiste, etc., etc. L'opposition de gauche avait-elle raison ou tort sur ces questions ? Pivert serait bien embarrassé de formuler une réponse avec sa conception du trotskisme bon en U.R.S.S., mauvais à l'extérieur.

Pivert déclare que le trotskisme "peut revivre en U.R.S.S., - dans la mesure où il correspond à certaines nécessités historiques". Quelles sont ces "nécessités historiques" qu'il ne précise pas ? Ce ne peuvent être que les intérêts du prolétariat soviétique opposés aux tendances conservatrices de l'oligarchie parasitaire. Mais il y a une interrelation indissoluble entre les intérêts du prolétariat soviétique et ceux du prolétariat mondial. Si les ouvriers soviétiques se débarrassent de leurs bureaucrates, c'est non seulement la ruine immédiate du stalinisme, mais encore le témoignage de la force de la révolution prolétarienne, par conséquent une formidable impulsion donnée au mouvement prolétarien révolutionnaire dans tous les pays capitalistes. Si, par contre, les ouvriers d'un pays capitaliste s'emparent du pouvoir, c'est la renaissance de tous les espoirs des travailleurs soviétiques et l'effondrement de l'oligarchie bonapartiste à brève échéance. Donc, si le trotskisme représente, comme l'admet Pivert, les intérêts du prolétariat soviétique, il représente par là même les intérêts du prolétariat mondial, ce que Pivert ne veut pas admettre. Inversement, si le trotskisme joue un rôle réactionnaire sur le terrain international, il est aussi nuisible aux travailleurs soviétiques. Pivert ne veut pas admettre cela non plus, car ce serait risquer de glisser dans l'abîme staliniste. Aussi est-il obligé, pour masquer les contradictions inévitables de sa pensée, de s'arrêter à mi-chemin, de se contenter de demi-idées et de quarts d'idées, d'user d'expressions aussi vagues que "certaines nécessités historiques". Tout cela, c'est dans la nature même du centrisme.

Les intérêts révolutionnaires du prolétariat sont indivisibles. Nous avons souvent répété ce principe en critiquant le stalinisme. La théorie du socialisme en un seul pays affirmait que l'état ouvrier pouvait se développer indépendamment des succès ou des défaites de la révolution internationale. Qu'est-il arrivé ? Une série de révolutions prolétariennes furent écrasées, non sans l'assistance des stalinistes agissant au nom d'une prétendue défense de l'U.R.S.S. ; la tâche noire du fascisme s'étendit sur l'Europe ; l'Union soviétique se trouva plus isolée que jamais et finalement fut elle-même précipitée dans la catastrophe. La théorie staliniste qui séparait les intérêts de l'U.R.S.S. de ceux du prolétariat international signifiait directement l'abandon de l'internationalisme prolétarien. Pivert marche dans la même direction. Il construit maintenant la théorie du trotskisme en un seul pays : le trotskisme est bon pour l'U.R.S.S., mais mauvais pour les autres pays. Il montre seulement par là qu'en dépit des déclarations pompeuses

et des phrases ronflantes toute sa pensée est restée étrangère à l'internationalisme marxiste. L'opportunisme, le centrisme ou le trotskisme ne sont pas bons dans certains pays et mauvais dans d'autres. Leur caractère international découle en fin de compte de la nature de la production capitaliste. Tout cela est aussi vieux que le Manifeste communiste, bientôt centenaire. Et lorsque Pivert reconnaît au trotskisme une valeur nationale, tout en lui déniait toute possibilité d'existence sur l'arène internationale, il ne montre pas seulement que le marxisme est resté pour lui un livre fermé, mais encore qu'il n'a pas compris grand-chose au caractère de l'époque moderne.

Le bolchévisme et les masses

Après avoir constaté que le trotskisme ne peut vivre à l'extérieur de l'U.R.S.S., Pivert cherche à expliquer ce fait. Il découvre alors que les défauts du trotskisme ne lui sont pas propres, mais ne sont, au fond, que ceux du bolchévisme. Et il se lance dans une longue diatribe contre le parti de Lénine, accumulant les accusations les plus vulgaires, celles qui depuis plus de vingt ans ont traîné partout, sans la moindre preuve, sans le moindre petit exemple historique, sans la moindre tentative d'examiner sérieusement les problèmes. Arrêtons-nous sur celles dont la discussion peut nous apprendre quelque chose.

Pivert commence par constater que "le trotskisme est le prolongement du bolchévisme" et il en conclut qu'"il n'a aucune chance de gagner les masses". Regardons un peu l'histoire. Le parti bolchéviste de Lénine est jusqu'à maintenant le seul qui ait su conduire une explosion révolutionnaire des masses à la victoire. Dans le dernier quart de siècle les crises révolutionnaires n'ont pas manqué en Europe et dans le monde entier, mais aucun parti n'a pu répéter la prouesse des bolchéviks qui ont su en huit mois, de mars à octobre 1917, conquérir la confiance des masses opprimées de Russie et s'emparer du pouvoir, puis ont su briser la résistance de la bourgeoisie et repousser les assauts de l'impérialisme mondial. De cette grandiose expérience Pivert conclut que quiconque adopte les méthodes du bolchévisme ne peut "gagner les masses". Il semblerait qu'il faudrait plutôt en tirer la conclusion contraire et se mettre sérieusement à l'étude des méthodes du bolchévisme. A Lénine Pivert oppose Rosa Luxemburg. Une simple affirmation : "elle avait raison". Pourquoi s'embarrasser de précisions, d'explications ? D'ailleurs, une affirmation aussi indéfinie est plus difficile à réfuter. Et Pivert reproche au bolchévisme (et au trotskisme) de "stériliser les vraies sources de la pensée créatrice" ! De qui se moque-t-il ? Cependant, ceux qui ne vivent pas d'abstractions sur le maudit bolchévisme regardent l'histoire et que voient-ils ? La révolution allemande éclate en novembre 1918, l'histoire des deux mois qui s'écoulaient jusqu'à l'assassinat de Rosa Luxemburg en janvier 1919 est celle de l'impuissance de la gauche allemande à établir une direction révolutionnaire : en décembre Karl Liebknecht se livre à une série d'initiatives douteuses derrière le dos de Rosa, le manque de cohésion engendre la mauvaise préparation à l'illégalité, etc. Naturellement, il serait imprudent d'établir une relation exclusive de cause à effet entre la conception du parti chez Rosa Luxemburg et la défaite de la révolution allemande, sans tenir compte des difficultés particulières de l'époque. Mais comment un homme sérieux peut-il conclure à la supériorité de la conception de Luxemburg sur celle de Lénine à la lumière de l'expérience russe et de l'expérience allemande ? Lénine a su "gagner les masses", Luxemburg n'a pu le faire. On ne peut affirmer que les idées de Luxemburg sont la cause unique de cet échec, mais il devient fantastique de dire qu'elles sont supérieures à celles de Lénine. Rien, absolument rien dans l'expérience historique concrète ne permet une telle conclusion, c'est bien plutôt la conclusion contraire qui s'impose. Mais Pivert se moque de l'expérience historique. Il vit dans un monde d'abstractions : le bolchévisme, c'est le "commandement d'en-haut", il nous faut la "démocratie", etc.

Poursuivant sa critique du bolchévisme, Pivert nous explique savamment comment les conditions spéciales de la Russie tsariste ont fait naître l'idée d'un parti d'avant-garde qui veut être le seul parti et il dénonce le "monopolisme" et l'"hégémonie aristocratique" du bolchévisme, qui sont aussi, paraît-il, le propre du trotskisme. En face des abstractions que Pivert dresse en épouvantails, consultons encore une fois l'expérience

historique. Le parti bolchéviste n'était pas le seul parti de la classe ouvrière russe. Le parti menchéviste avait incontestablement des points d'appui parmi les couches privilégiées d'ouvriers (typographes, cheminots, etc.). Durant la première période de la révolution il avait la majorité dans les soviets. Mais qu'est-il arrivé ? Les menchéviks se sont mis à la remorque de la bourgeoisie, ont préché le patriotisme et ont tout fait pour contenir la vague révolutionnaire des masses dans les cadres de la démocratie bourgeoise. Était-ce la faute des bolchéviks ? Devaient-ils renoncer à leur lutte contre le menchévisme pour ne pas établir l'"hégémonie d'un seul parti" ? Quel sens peut bien avoir la critique de Pivert ? Mais il y a plus. Les bolchéviks ne formèrent pas seuls le premier gouvernement prolétarien. Ils appelèrent les socialistes-révolutionnaires de gauche à collaborer avec eux et ceux-ci occupèrent plusieurs commissariats du peuple. La collaboration dura à peu près huit mois. En juillet 1918 les socialistes-révolutionnaires de gauche prirent la bombe en main et organisèrent une insurrection contre le pouvoir soviétique. Qu'auraient dû faire les bolchéviks ? Se laisser tuer pour ne pas affirmer l'"hégémonie" de leur parti ? C'est là le propre de la pensée de Pivert : si l'on essaie de la préciser quelque peu, on arrive à des absurdités. C'est pourquoi il doit se contenter d'affirmations abstraites et vagues.

L'expérience historique montre que la crise sociale qui s'appelle révolution crée une polarisation de la société telle que les divers courants réellement révolutionnaires se fondent dans un seul parti (par exemple, entrée de Trotsky dans le parti bolchéviste) et que si des différences entre deux partis ne peuvent pas disparaître, elles s'approfondissent bientôt au point de se confondre avec le conflit fondamental des classes en lutte. Cela, ce n'est pas une invention diabolique de Lénine. C'est ce que montrent toutes les grandes révolutions si l'on prend la peine de les examiner. L'opposition des classes déchire toute la société et la tension extrême qu'elle crée se communique aux relations entre les divers partis. Ils se trouvent alors fortement attirés l'un vers l'autre ou fortement repoussés. On peut regretter que les révolutions ne se fassent pas dans l'harmonie universelle, ce ne serait plus des révolutions. La nécessité même de la révolution est un héritage légué par des siècles d'oppression. Si l'on reconnaît cette nécessité, - et Pivert se nomme révolutionnaire, - il faut en comprendre les lois et agir conformément à ces lois. Si l'on se refuse à le faire, on prépare la ruine de la révolution.

Quelle est la situation présente ? La prochaine révolution promet-elle d'être plus douce, plus évolutionniste que la révolution russe ? De pareils espoirs seraient vains, surtout en ce qui concerne l'Europe. L'agonie du capitalisme, nous le voyons maintenant, est bien plus violente que ne l'avaient prévu les prophètes les plus pessimistes du siècle passé. Ce sont là les faits réels, c'est là le terrain que nous avons sous les pieds, c'est là que nous devons vivre et lutter, et non dans le monde d'abstractions de Pivert : "monopolisme du bolchévisme", "hégémonie aristocratique", etc.

Tous les reproches que Pivert adresse au bolchévisme, il devrait en réalité les adresser à l'histoire, à la révolution. Il se refuse à en comprendre le mécanisme, il s'irrite devant ces événements dont les lois lui échappent et il tourne son irritation contre ceux qui veulent conformer leurs actes à ce mécanisme, il leur adresse les accusations les plus extraordinaires, mais par là il montre seulement qu'il ne procède pas à un examen sérieux des véritables problèmes, mais ne fait qu'exprimer le malaise subjectif du petit bourgeois en face des problèmes fondamentaux de la révolution, c'est-à-dire de la question la plus brûlante de notre époque.

A qui appartient l'avenir ?

Pivert nous apporte sa solution. Réformisme et bolchévisme "ont été dépassés". Ils doivent maintenant s'écarter et faire place à quelque chose de plus révolutionnaire que le réformisme et de plus démocratique que le trotskisme". Quelle synthèse prodigieuse et combien simple ! Rendre le réformisme plus révolutionnaire et le trotskisme plus démocratique ! Mais d'abord comment rendre le réformisme plus révolutionnaire ? Voilà une question bien importante que se posera quiconque réfléchit un peu aux problèmes de la révolution et sur laquelle Pivert ne souffle mot. Pendant des années Pivert considérait Blum non pas comme un ennemi de classe qui se trouve de l'autre côté de la barricade et qu'il faut dé-

noncer comme tel, mais comme un adversaire d'idées qu'il faut tâcher de convaincre. Pendant des années il tenta d'enseigner à Blum comment faire la révolution prolétarienne. Le résultat, on le connaît. Est-ce de cette manière que Pivert veut rendre le réformisme plus révolutionnaire ? Passons à la seconde partie de la "synthèse". Quelle est cette démocratie que Pivert veut inoculer aux trotskistes pour les sauver des "germes de monopolisme" hérités du bolchévisme ? Les marxistes distinguent entre démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne. S'agirait-il de nous convaincre que la démocratie bourgeoise n'a pas épuisé ses possibilités ? Le moment serait plutôt mal choisi, alors que dans le monde entier la démocratie fait partout place à la dictature. Quant à la démocratie prolétarienne, elle peut exister soit dans le parti, soit dans l'Etat. Le régime du parti est, selon la conception bolchéviste, le centralisme démocratique. C'est le régime que nous cherchons à instaurer et à maintenir dans les sections de la Quatrième Internationale. Pivert veut-il dire que nous y parvenons mal ou que c'est le système lui-même qui est défectueux ? Le centralisme démocratique signifie essentiellement liberté de discussion pour tous les membres du parti, puis unité d'action lorsque la décision est prise. Selon les circonstances, - un parti révolutionnaire n'agit pas dans le vide, - la direction du parti peut mettre l'accent tantôt sur le centralisme, tantôt sur la démocratie, mais le système reste toujours fondamentalement le même. Pivert pense-t-il qu'un parti révolutionnaire puisse agir sans centralisme aucun, à notre époque de centralisation économique et politique ou autrement ? Quel autre système propose-t-il ? S'il a quelque précieuse recette dans sa poche, pourquoi ne la sort-il pas ? Quant à la démocratie prolétarienne dans l'Etat, Lénine a écrit là-dessus un petit livre bien connu. Il reste encore aujourd'hui à la base de notre programme. Toute la lutte de l'opposition de gauche contre la réaction bureaucratique ne fut au fond que le développement des idées de Lénine. Il suffit pour s'en convaincre de comparer "L'Etat et la révolution" à "La révolution trahie" qui résume la lutte de Trotsky contre le Thermidor soviétique. Encore une fois, quelle démocratie Pivert veut-il nous injecter et de quelle maladie au juste veut-il nous guérir ?

Pivert ne se soucie guère de toutes ces complications. Il nous faut la démocratie ! Le bolchévisme est contre la démocratie ! A bas le bolchévisme ! A bas le trotskisme ! En réalité, ce que Pivert défend, c'est la liberté de se soustraire aux exigences de la révolution. Liberté pour Pivert d'entrer dans le secrétariat de Léon Blum en 1936 ! Liberté pour Pivert de flirter avec le général De Gaulle en 1940 ! Liberté pour Nin d'entrer dans un ministère bourgeois pendant une révolution ! Liberté de dissimuler le conflit fondamental de la société ! Liberté de ne rien apprendre de l'histoire ! Liberté de se moquer du marxisme ! Liberté de ne pas penser jusqu'au bout ! Liberté de vivre dans la confusion et de la répandre autour de soi !

L'insigne mérite du bolchévisme est d'avoir longuement pesé tous les problèmes de la révolution. Cette tâche lui fut imposée par les conditions difficiles où il se développait. Si dans l'Europe occidentale on pouvait se bercer d'illusions démocratiques, l'oppression tsariste forçait les meilleurs des révolutionnaires à méditer à fond toutes les questions de la révolution et à leur trouver une solution. Pivert tente de présenter le bolchévisme comme un produit de la Russie barbare, indigné de l'Europe occidentale. Vieille rengaine ! Il trahit seulement par là sa vanité de petit bourgeois français, "éclairé", démocrate et franc-maçon. La seconde guerre impérialiste a plongé l'Europe dans des conditions telles que la réaction tsariste ne nous apparaît plus que comme un timide prélude au vacarme qui nous casse maintenant les oreilles. Un continent entier est descendu au niveau de la Russie tsariste, et même bien plus bas. Toutes les leçons du bolchévisme sont mises à l'ordre du jour avec une force décaplée. Pivert ne veut pas voir cela. Il s'obstine à répéter contre le bolchévisme (et le trotskisme) des plaintes qui ne sont que l'écho des cris d'horreur avec lesquels les réformistes saluèrent la révolution d'Octobre. Il ne se prépare pas à résoudre les tâches de notre époque, mais il s'en croûte dans ses petits préjugés. S'il s'entête à tourner le dos à l'histoire, celle-ci se passera fort bien de lui. L'époque de grands bouleversements qui approche sera l'époque du bolchévisme. Ce sera l'époque du trotskisme. Ce sera l'époque de la Quatrième Internationale !

Le 24 septembre 1941.

Marc Lorin